

L'Édito - Investissements étrangers, souveraineté stratégique et relocalisations, par Alexandre MEDVEDOWSKY



Alexandre MEDVEDOWSKY est un ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration (promotion Denis Diderot, 1984-1986). Magistrat au Conseil d'Etat à partir de 1986, il siège au cabinet de Laurent Fabius alors président de l'Assemblée Nationale de 1990 à 1992. De 1998 à 2001, il est professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille III et enseigne à l'IEP de Paris jusqu'en 2006. Il a été conseiller des Bouches-du-Rhône de 1998 à mars 2015. Nommé conseiller d'Etat en juillet 2001, il rejoint ESL & Network Holding la même année et intègre le Directoire d'ESL & Network Holding, dont il est nommé président le 1er janvier 2013. Il a été élu président du SYNFIGE, le syndicat français de l'intelligence économique en mai 2014.

La crise du coronavirus a pour conséquence d'affaiblir dangereusement la santé financière de beaucoup d'entreprises françaises de toutes tailles. Cette vulnérabilité nouvelle ne concerne pas que les entreprises cotées mais aussi les entreprises non cotées qui échappent de ce fait à la surveillance habituelle de la communauté financière. Le tourisme, l'aéronautique, les entreprises de transports sont parmi les plus touchées mais aucun secteur n'est à l'abri. Par exemple le secteur de la santé qu'on pourrait penser épargné ne l'est absolument pas. Le CAC santé (CAC Health Care) a baissé ainsi de plus de 10% depuis trois mois et si certaines biotechs ont vu leur cours en bourse flamber, d'autres ont au contraire chuté et se portent mal, sans compter là encore, toutes celles qui ne sont pas cotées.

Dans une telle situation, les risques de prédation par des investisseurs ou des fonds d'investissement étrangers sur des pépites ou plus largement sur des intérêts français sont accrus. Il est donc tout naturel et très positif que Bruno Le Maire, notre ministre de l'Economie, lors de son audition le 29 avril devant la commission des affaires économiques de l'Assemblée Nationale, ait annoncé sa volonté de renforcer, dans cette période, notre arsenal de défense de nos intérêts stratégiques et de soumettre à contrôle, pour au moins jusqu'à la fin de l'année, tout investissement étranger de plus de 10% au sein du capital d'une entreprise française. Cette mesure exceptionnelle, qui est un marqueur utile, prend place dans un arsenal réglementaire assez complet de contrôle des investissements étrangers dans notre pays.

Sans entrer dans les détails, ce n'est ni le lieu, ni l'exercice, nous pouvons dire que depuis le début des années 2000, la France s'est petit à petit dotée d'un arsenal législatif mais surtout réglementaire, qui donne tout moyen aux pouvoirs publics de contrôler et s'opposer à des investissements étrangers dans les secteurs jugés stratégiques. La liste des secteurs stratégiques a évolué, s'est complétée au fil des années. Les biotechnologies viennent d'y faire leur entrée par un arrêté du 27 avril 2020, même si y figuraient déjà l'intelligence artificielle et la robotique. S'y ajoute aussi en 2020 la presse écrite, les services de presse en ligne, la sécurité alimentaire, le stockage d'énergie et les technologies quantiques. Un nouveau décret relatif aux investissements étrangers en France, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2020 s'inscrit dans le nouveau cadre européen, adopté le 19 mars 2019, et adoptera ce nouveau « filtrage » des investissements directs étrangers au sens de la nouvelle terminologie européenne.

Tableau de suivi de l'épidémie

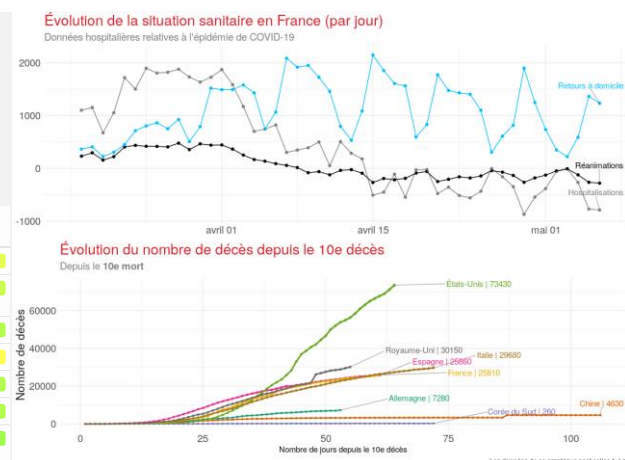
→ **En marche vers le déconfinement ?** - Alors que la France a enregistré hier 278 nouveaux décès, l'exécutif a engagé aujourd'hui l'entrée, parcellaire et conditionnée certes, du pays en déconfinement. Les bilans sanitaires, notamment la tension dans les services de réanimation, ainsi que le nombre de nouvelles hospitalisations, expliquent en partie l'engagement de cette nouvelle séquence. Quant à savoir si une deuxième vague est envisageable, l'inconnu et l'incertitude prévalent à tous les niveaux.

Pays	Décès	Personnes contaminées (Total)	Évolution journalière du nombre de cas	Évolution journalière du nombre de décès	Taux de mortalité	Évolution du nombre de morts (%)
États-Unis	73431	1228603	24252	2367	6.0	3
Royaume-Uni	30150	202215	6116	649	14.9	2
Italie	29684	214457	1444	369	13.8	1
Allemagne	7275	168162	1155	282	4.3	4
France	25809	174191	3640	278	14.8	1
Espagne	25857	220325	996	244	11.7	1
Corée du Sud	256	10810	4	1	2.4	0
Chine	4633	82885	2	0	5.6	0

C'est dire que ce ne sont pas les outils qui manquent pour assurer la défense des intérêts stratégiques de la France. Le cadre juridique, le Droit avec un "D" majuscule sont là. Manquent plutôt le guide des usages et les moyens de nos ambitions. Dans les nouvelles lignes stratégiques dont notre pays a besoin, l'Etat ne peut rien faire seul. Les exemples de ces dernières années foisonnent malheureusement pour illustrer : l'absence de radars d'alerte suffisants, son absence d'anticipation, son incapacité à trouver des solutions alternatives, sa difficulté à s'opposer à des managements parfois compliqués d'opérations de déstabilisation venues de l'étranger, son manque de volonté à donner des contraintes fortes aux investisseurs étrangers, en matière d'emplois, en matière d'engagements à maintenir leur siège social, les laboratoires de recherche, leurs usines, et surtout à faire respecter et exécuter ces engagements.

Tout ceci n'est pas irréversible et le contexte actuel est au contraire plutôt propice à un changement de méthode. L'Etat doit s'appuyer sur les acteurs privés, sur les praticiens de ces batailles économiques pour donner du sens, de la vision stratégique, du corps, de l'efficacité aux dispositifs juridiques dont il a la maîtrise. De la même manière que l'appareil de l'Etat s'est révélé piètre logisticien dans cette crise sanitaire face aux professionnels privés de la logistique, il faut que l'Etat fasse preuve d'un peu d'humilité et accepte de considérer que la protection d'intérêts stratégiques de notre pays nécessitent des expertises qui ne se trouvent pas toujours en son sein.

L'exercice il est vrai relève du « fine tuning ». Défendre les intérêts stratégiques et la souveraineté de notre pays ou plus encore de l'Europe ne veut pas dire que nous devons fermer nos frontières. La France est traditionnellement une terre d'accueil pour les investissements étrangers et il ne s'agit pas que cela cesse. Nous sommes régulièrement dans le top 3 ou le top 5 des classements mondiaux depuis 5 ou 6 ans. L'OCDE nous classait troisième fin 2019, juste avant la crise, derrière les États Unis et la Chine. Nous ne pouvons prétendre ré-industrialiser la France, relocaliser des activités stratégiques en Europe et en même temps fermer la porte de manière générale et agressive aux investissements étrangers. Mais qu'ils soient français, européens ou mondiaux les investissements doivent répondre à nos exigences stratégiques, à nos exigences éthiques et environnementales. Ces dernières doivent être le fruit d'une réflexion collective. Les acteurs économiques privés sont prêts à y participer si l'Etat leur en donne la possibilité.



Retrouvez l'ensemble des données en temps réel sur le [dashboard de John Hopkins](#)

Regard d'expert - Vers une relance « verte » ? par Christian de BOISSIEU



Christian de BOISSIEU est Professeur émérite à l'Université de Paris I (Panthéon Sorbonne). Il a été Président du Conseil d'analyse économique (CAE) et membre du Collège de l'AMF. Il vient de publier « Les 100 mots de la Politique monétaire, Que Sais-je ? », PUF, printemps 2020.

Outre les abondantes liquidités déjà engagées par la BCE et les Etats, se préparent un peu partout en Europe des plans de relance, combinant des soutiens nationaux et des financements européens.

Quelle place donner à l'écologie, tout spécialement à la lutte contre le changement climatique, dans ces plans de relance ? Leur objectif premier doit être de limiter la casse économique et de freiner la montée du chômage. S'il est possible, à la différence de la relance de 2008-2009, d'y adjoindre en bonne place des objectifs ou des contraintes écologiques, il ne faut surtout pas s'en priver. D'autant plus que la France n'est pas spécialement brillante au regard des objectifs de la COP 21. D'autant plus que le recul des prix du pétrole ne va pas dans le bon sens puisqu'il défavorise le recours à certaines énergies décarbonées.

Je ne partage pas les thèses de la décroissance pour la raison suivante : on ne peut pas résorber le chômage structurel avec des croissances négatives. La récession présente va nous en fournir une nouvelle preuve. Que la croissance va nous paraître rétrospectivement « belle » à l'aune du recul attendu pour 2020 ! Certes, l'économie et la finance vertes vont s'accompagner de créations d'emplois nouveaux, mais cela ne

compenserait pas les destructions d'emplois dues à une décroissance durable. Retrouver de la croissance avec moins de CO2, c'est possible en intensifiant les économies d'énergie, en améliorant l'efficacité énergétique grâce à des mesures ciblées en particulier sur l'habitat et les transports.

Une bonne partie des financements d'urgence va être conditionnée par le respect de normes environnementales, qu'il s'agisse du soutien aux grandes entreprises (exemple d'Air France) ou aux PME. Chaque fois qu'il sera possible de faire d'une pierre deux coups, faisons-le sans hésiter. L'Etat doit profiter de l'appel lancé par des grands patrons français allant dans ce sens pour enfoncer le clou et mettre en place des systèmes de vérification des engagements pris en matière écologique.

Du côté de la demande des ménages, quelques axes consensuels se dégagent, qui devraient être confirmés en juin ou en septembre : 1/renforcer les incitations à la rénovation thermique des logements ;2/ augmenter les incitations fiscales pour l'achat de véhicules électriques ;3/favoriser la consommation de « proximité », tout spécialement celle peu ou pas carbonée, avec l'appui des collectivités locales.

Il faut donc « profiter » du retour de l'Etat et de la multiplication des aides publiques pour accélérer la transition écologique. En même temps, une relance 100% écologique n'aurait pas grand sens. Il faudra accepter qu'une part non négligeable de la relance soit avant tout orientée vers des objectifs d'activité et d'emploi. Il ne sera pas toujours possible de gagner sur tous les tableaux à la fois.



Regard d'expert - Les industriels de la mer veulent préparer « le monde d'après » par Hervé GUILLOU

Hervé Guillou est président du Groupement des industries de construction et activités navales (GICAN) depuis 2017, et président du Comité Stratégique de Filière (CSF) des industriels de la mer. Diplômé de l'École Polytechnique, il débute sa carrière à la Direction des Constructions Navales en 1978, avant de rejoindre la Direction Générale de l'Armement en 1989. Hervé Guillou a une expertise du secteur naval et plus largement du domaine de la défense, après ses expériences successives chez Technicatome, puis Space Transportation et Cassidian Security au sein du groupe EADS. Entre 2014 et 2020, il est PDG de Naval Group, entreprise spécialisée dans le naval de défense et les énergies.

La filière des industriels de la mer représente en France 12000 emplois très qualifiés et réalise 30 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel. Elle regroupe des activités diverses : nautisme, énergies marines, offshore, construction et réparation navale civile et militaire qui ont en commun les spécificités du travail en milieu marin.

Entraînée par plusieurs leaders mondiaux elle est très largement implantée en France avec un tissu de 3000 PMI/PME et TPE maîtrisant l'essentiel des technologies clés. Avant la crise le marché était en croissance organique, créateur net d'emplois de haute technologie et exportait entre 50 et 95% de sa production selon les secteurs.

Comme pour toute l'industrie française la crise du Covid-19 a provoqué l'arrêt brutal de toutes les entreprises qui reprennent lentement depuis deux semaines :

La première phase, de déconfinement, est particulièrement difficile car les activités de chantier, en construction comme en réparation ou en exploitation, imposent des conditions de proximité et de co-activité difficilement compatibles avec le respect de règles et de gestes barrières conçus pour des « terriens », combinées à la difficulté de se procurer des masques et de définir les règles.

La deuxième phase, de reprise, est en cours et se prolongera probablement jusqu'à la fin de l'été. La dynamique de cette reprise est notre principal souci car elle déterminera l'ampleur des pertes de chiffre d'affaires et de résultats de 2020, ainsi que la capacité des entreprises à traverser le « désert de cash » et rebondir en évitant une crise sociale majeure. Si elle dépend à l'évidence de facteurs hors de notre contrôle, tels que les transports, le redémarrage des chaînes logistiques, les règles sociales, les facilités de trésorerie, deux difficultés sont spécifiques à notre filière et doivent être résolues au plus vite :

- La libre circulation des travailleurs, un chantier naval doit réunir beaucoup de spécialistes autour et dans le navire, qui viennent de toute la France et souvent d'Europe pour les travailleurs détachés et les équipementiers. Sans cela, l'activité ne peut pas reprendre.
- La possibilité d'accéder aux ports et à la mer pour les professionnels qui sans cela ne peuvent pas livrer, ni facturer, ni désengorger les chaînes de construction.

Une troisième phase, de relance, est à engager dès maintenant pour sortir de la crise au plus vite, sachant que nos principaux concurrents ne se sont pas arrêtés (Allemagne, Pays-Bas, Corée du Sud) ou ont redémarré beaucoup plus tôt que nous (Chine, Singapour,

Etats-Unis). Le comité stratégique de filière propose trois axes : la relance par la demande et les commandes, la relance par la compétitivité et la construction d'une chaîne de valeur plus résiliente et souveraine. Pour chacun de ces axes de nombreuses décisions restent à prendre.

La plus efficace dans notre cas où la chaîne de valeur est très largement régionale est la stimulation de la demande, comme l'a montré la crise de 2008 : stimulation de la commande publique avec une révision ambitieuse de la loi de programmation militaire, accélération des investissements français et européens dans la sécurité maritime, mais aussi reprise du marché export en accordant des facilités de crédit aux armateurs et grands loueurs ou exploitants de navires. Un soutien des salons dès l'automne sera particulièrement nécessaire car il permettra de reprendre contact au plus vite avec les clients.

Une crise ne chassant pas l'autre, la transformation de l'offre, notamment pour les transitions numérique et écologique, est toujours plus d'actualité : énergies marines, empreinte carbone du trafic maritime, stockage et distribution de l'énergie... La mise en oeuvre de cette stratégie, déjà développée dans le plan stratégique de filière, doit être accélérée avec la volonté de déployer une véritable politique industrielle allant jusqu'aux démonstrateurs qui doit s'imposer aux guichets de financement publics.

Enfin, grâce à cette crise, notre opinion publique et nos dirigeants retrouvent le sens des mots **résilience, souveraineté et politique industrielle** : sans industrie, pas d'usine, sans usine pas de maîtrise de la chaîne de valeur ni des technologies... Les mesures à prendre sont à la fois défensives et offensives.

Défensives en relocalisant certaines technologies clés, soit en France soit chez nos partenaires européens de confiance, en investissant dans l'outil industriel et en réduisant les prélèvements obligatoires des entreprises françaises pour améliorer leur compétitivité sur le marché international.

Offensives en permettant à notre industrie européenne de se consolider capitalistiquement pour disposer de la taille critique face aux nouveaux géants asiatiques et garder notre leadership mondial.

Il y a de la lumière au bout du tunnel. Le monde d'après sera différent mais ne manque pas d'opportunités ; ne nous lamentons pas et retrouvons nous les manches, la coopération de tous, mondes public et privé, est nécessaire dans un climat de confiance mutuelle à développer.

Regard d'expert - Sévèrement touchée, la Russie face à la plus grave crise de son histoire moderne, par Olga BELOT-SCHETININA



Olga BELOT-SCHETININA est associée senior chez ESL & Network. Diplômée de MGIMO (Russie), elle a commencé sa carrière chez Lucent Technologies CIS, puis a rejoint Motorola, jusqu'en 2002, exerçant différentes fonctions commerciales et financières dans la région EMEA (Europe, Moyen Orient, Afrique). Olga BELOT a rejoint le groupe ESL & Network en 2004 après un MBA à HEC (Paris) pour développer les activités du groupe en lien avec la Russie et les autres pays de CIS.

La date du 12 mai prochain, marquant la fin de la quarantaine en Russie, ne sera très probablement pas tenue, en tous cas pas partout et certainement pas à Moscou, ville la plus touchée par l'épidémie de coronavirus. En effet, avec 11 231 nouveaux cas de malades identifiés le 7 mai, chiffre record d'augmentation journalière depuis le début de l'épidémie, la Russie accumule désormais 177 160 infectés officiels et remonte, à partir d'aujourd'hui, à la 5ème place dans le classement des pays par nombre de malades du Covid-19. Sergei Sobyanyin, maire de Moscou, a fait ce jeudi matin une déclaration selon laquelle le nombre d'infectés à Moscou serait de 300 000, ce qui brouille tous les autres messages sur les chiffres !

Cette accélération soudaine du nombre de malades est inquiétante. Cela fait maintenant

5 jours que le nombre de nouveaux cas journaliers dépasse les 10 000, tandis que les autorités assuraient fin avril que le pic de l'épidémie était atteint. Les officiels russes restent néanmoins sereins et expliquent ce « boum » de nouveaux cas par la campagne massive de dépistage déployée.

Ils soulignent plutôt que les paramètres clés de comparaison avec les autres pays restent particulièrement bas. Ainsi, la Russie ferait partie des pays avec un taux d'infectés assez modéré (même s'il remonte), 1065 cas par million d'habitants (contre 3737 aux Etats-Unis et 5359 en Espagne, « le record » absolu pour l'instant) ainsi qu'avec l'un des taux de mortalité les plus faibles, 10 décès par million d'habitants (contre 218 aux Etats-Unis et 548 en Espagne). Pour rappel, le nombre total de décès au 7 mai est de 1625.

Dans ces conditions, le pouvoir plaide pour une sortie « méticuleuse et lente » du régime des mesures contraignantes. Le gendarme sanitaire russe propose de le faire en 3 étapes et en fonction de l'évolution de 3 indicateurs clés mesurés sur la base régionale : le nombre de nouveaux cas, le nombre de lits d'hôpital disponibles ainsi que le taux de tests de dépistage effectués. Le port du masque et de gants devient obligatoire dans 65 régions à partir du 11 mai prochain.



Regard d'expert - Sévèrement touchée, la Russie face à la plus grave crise de son histoire moderne, par Olga BELOT-SCHETININA (suite)

Les décisions du prolongement ou de la sortie de la quarantaine relèvent des gouverneurs des régions russes qui, pour beaucoup, semblent être tétanisés par l'idée de porter la responsabilité intégralement sur leurs épaules.

Comme dans tous les pays sévèrement touchés, le pouvoir russe passe le test de gestion de la plus grande crise dans l'histoire de la Russie moderne. Tout y est et personne n'est épargné, même au plus haut niveau de l'état. Ainsi, le Premier Ministre Mikhaïl Mishustin, testé positif au Covid-19, est remplacé temporairement par l'ancien Ministre de l'économie – Andreï Belousov. Deux autres ministres sont malades ainsi que plusieurs membres des cabinets ministériels.

La gestion de cette crise sanitaire en Russie rencontre les mêmes problèmes et les mêmes défis qu'ailleurs, à savoir un certain désarroi au plus haut niveau, un manque de visibilité sur le plan de la relance de l'économie, un embarras avec les statistiques concernant la pandémie et avec les tests de dépistage, des contradictions et des fautes de communication officielle, un partage douloureux des responsabilités entre le niveau central et les régions, et comme conséquence la cacophonie des plans et des mesures, l'impossibilité de donner des directions et des réponses claires à la population concernant la suite des choses. A cela, s'ajoutent les particularités « nationales » de l'état dégradé de la médecine russe, des fautes de gestion, le tout couplé avec la crise économique. Les

conséquences de ce cocktail pourraient s'avérer très graves.

L'ampleur de la crise économique conduit à la perte d'environ 5% du PIB en 2020, à l'augmentation du nombre de chômeurs (ils seraient entre 1,5 et 3,5 millions selon des sources différentes), à l'appauvrissement de la population, ne laissant pas aux autorités beaucoup de temps pour commencer la relance économique pour laquelle elles ne disposeront pas d'autant de moyens qu'avant en raison de la baisse des revenus pétroliers.

Or, la reprise des activités économiques est urgente et doit impérativement se faire avant l'automne car la tension sociale continue à progresser ainsi que le mécontentement général. La baisse des appréciations positives de la situation dans le pays se poursuit atteignant son niveau le plus bas dans l'histoire : 59% d'approbation des actions du Président et un niveau de confiance accordée de seulement 28% pour le Président, le plus bas depuis 20 ans, du jamais vu.

La rentrée au mois de septembre pourrait s'avérer explosive si la situation de crise perdure et si le gouvernement n'aide pas davantage la population. Seulement 24% des russes auraient des économies pour les 3 prochains mois et 39% n'auraient aucun argent mis de côté...

La cour de Versailles confinée et masquée en 1687 ? Quand les (fausses) comparaisons historiques rassurent – « Je vous envoie deux drôles de masques ; c'est la grand' mode, tout le monde en porte à Versailles. C'est un joli air de propreté qui empêche d'être contaminé ». C'est par ces mots que termine une mystérieuse lettre attribuée à Madame de Sévigné, datée de 1687, au sein de laquelle la célèbre épistolière demande à sa fille de ne « point venir à Paris [...] Le roi et Mazarin nous confinent tous chez nous ».

Cet extrait est tiré d'une lettre qui a mystérieusement fait surface sur les réseaux sociaux à la fin du mois d'avril et qui a été fortement relayée, de pages en pages et de groupes en groupes, surtout sur Facebook et sur WhatsApp. Les internautes, identifiant de grandes similarités entre la situation « à Versailles » et en « 1687 » ont beaucoup commenté cet écrit, afin de montrer que la situation actuelle n'est pas inédite. D'autres, plus historiens, ont vite démontré, avant même les articles de *fact-checking*, que **cet écrit était en réalité un pastiche**. Mais outre le fait que le partage en masse de cette (fausse) lettre montre l'incapacité (ou l'absence de volonté) de certains d'effectuer les vérifications nécessaires de ce type de documents, son succès interroge sur les ressorts de sa viralité dans l'opinion. À en croire les commentaires et les différents partages, qui expriment un certain émerveillement de voir que la situation de confinement vécue actuellement semble avoir connu un précédent au XVIIe siècle, il est possible d'y entrevoir un certain sentiment de soulagement.

Mais, plus encore, l'Histoire apparaît dans l'opinion publique (au moins sur les réseaux sociaux), comme un **réel argument d'autorité au sein des discussions sur la crise sanitaire** vécue actuellement. Ainsi, les débats ont-ils fait la part belle aux comparaisons entre le Coronavirus et la grippe espagnole entre 1918 et 1920, voire avec les épidémies de peste au Moyen-Âge ou au XVIIIe siècle. Mais comparaison n'est pas raison, et les réseaux sociaux ont l'art de le démontrer. Car entre le partage viral d'une lettre forgée de toute pièce et l'entrée dans les théories du complot – qui rassurent car elles donnent une explication à un phénomène insaisissable – la frontière est mince. Plusieurs semaines avant la soudaine apparition de cette lettre mystérieuse, un autre écrit, tout aussi mystérieux et se voulant issu des *Prophéties* de Nostradamus en 1555 prétendait avoir prévu la crise sanitaire actuelle, avec son lot d'interprétations hâtives, **afin de tenter de donner une explication prétendument rationnelle à la situation actuelle**.

Ainsi, si aujourd'hui les observateurs avisés sur les réseaux sociaux ont découvert par eux-mêmes ou bien grâce aux commentaires d'historiens ou des articles de *fact-checking*, qu'il n'y avait pas eu d'épidémie en France en 1687, que Mazarin était déjà mort cette année-là et que Madame de Sévigné n'avait jamais écrit cette lettre, la séquence de viralité est quant à elle déjà passée : la comparaison par l'histoire, de surcroît visiblement sourcée, avait déjà été faite. Alors que la situation vécue est inédite, la comparaison historique, bien que rassurante, peut-elle être pertinente ? Peut-être que oui, mais à condition de respecter certaines règles essentielles : **vérifier les sources** et analyser une situation historique toujours **avec le recul nécessaire**, non à travers le regard de la situation actuelle, mais avec les yeux d'un contemporain de l'époque analysée. ([Alexandre Trifunovic](#))

Les perdants de la crise – Cette brève clôt une période atypique, trouble et, osons le terme, éminemment extraordinaire. Si pour nombre d'acteurs le temps est à la prospective, encore que cette dernière se résume le plus souvent à une forme de recyclage de poncifs éculés sur le "monde d'après qui ne sera pas le monde d'avant" ou sa variante plus zweigienne sur "le monde de demain qui ne sera plus le monde d'hier", nous nous bornerons pour notre part à esquisser un premier bilan non consolidé. En dépit des préoccupations sanitaires qui auront paru à un moment unir toute la population française, voire la planète entière, dans un même mouvement de peur et d'angoisse, et l'orienter autour d'un même objectif (un traitement, un vaccin), en la faisant communier dans les salves d'applaudissement de 20h ou autour de grand-messes (allocutions solennelles, points presse quasi quotidien du DGS, observation rigoureuse des courbes ...) et des mêmes mots d'ordre (« tous mobilisés »), « l'union sacrée » de la « France unie » se sera lézardée à la vitesse de l'éclair.

Ennemi invisible et désigné de manière inconséquente, guerre introuvable, erratisme gouvernemental, corporatisme tous azimuts, dont la posture des instances ordinales sur le sujet des masques est loin d'être anecdotique, énième faillite de la représentation politique, cette crise a vu s'accélérer "l'archipélisation" du pays et contribué à faire franchir un nouveau palier au baromètre de la défiance. Quant aux clivages anciens, que la rhétorique militaire et la visite sur le "front" d'Emmanuel Macron à Mulhouse, cache-misères de circonstance et artifice de communication bancal n'aurait guère permis d'estomper, ils n'auront pas tardé à ressurgir et à s'exacerber dans des proportions inouïes. Parisiens contre provinciaux, science contre naturalité, élites savantes contre gilets jaunes, vérités officielles contre croyances alternatives, riches contre pauvres, travailleurs exposés contre cadres en télétravail, villes contre banlieues, décroissance contre productivisme...

Au rang des perdants de la séquence, figurent côte-à-côte les deux ennemis idéologiques mortels qui ont rythmé *le monde d'hier* : les tenants de la démocratie libérale et du libre-échange et les populistes. Les premiers car ils auront été les initiateurs d'une politique globale dont, le moins qu'on puisse dire, et qu'elle aura quelque peu enrayé le *business as usual* de la circulation libre des personnes via le retour des frontières, y compris entre les individus, mais aussi celle des idées. Des idées car la crise sanitaire a accéléré le processus, déjà entamé, de contrôle de la circulation informationnelle sur les réseaux sociaux. Il n'est qu'à voir la décision de la plateforme *Medium* de bannir les contenus critiques à l'égard de la distanciation sociale, ou les actions engagées par Facebook contre anti-lockdown aux États-Unis pour se convaincre du fait qu'un nouveau tour de vis a été réalisé ces dernières semaines.

Quant aux populistes, de Johnson à Trump en passant par Bolsonaro, leur inconséquence n'aura eu d'égal que leur mépris du réel. Pourtant, en dépit de leurs errances, il est fort à parier que confusionnisme, règne du faux et désignation de boucs-émissaires aidant, ils parviendront à se refaire une virginité.

([Jean-Baptiste Delhomme](#) X [Damien Liccia](#))

À propos de nous



Xavier DESMAISON,
CEO
x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY,
Président du Directoire
alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.